



PRÉFÈTE DU PAS-DE-CALAIS

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER

SERVICE EAU ET RISQUES – POLICE DE L'EAU

RECEPISSE DE DECLARATION
CONCERNANT LA RÉALISATION DE PRELEVEMENTS ISSUS D'UN FORAGE
sur le territoire de la commune de BOURECQ
présenté par le EARL LANDRE

LA PRÉFÈTE DU PAS-DE-CALAIS
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

VU le Code de l'Environnement et notamment le Livre II de la partie Législative et le Livre II, Chapitre IV de la partie Réglementaire ;

VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE), approuvé le 23/11/2015 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2015-60-70 du 16 février 2015 portant délégation de signature ;

VU le récépissé de déclaration délivré à LANDRE Quentin le 23 janvier 2015 relatif à la création du forage dans le cadre de la rubrique 1.1.1.0, enregistré sous le n° 62-2014-00143 ;

VU la déclaration au titre de l'article L 214-3 du code de l'environnement reçue le 10 juin 2016, présentée par l'EARL LANDRE, enregistrée sous le n°62-2016-00138 et relative à un prélèvement d'eaux souterraines par forage ;

VU l'accusé de réception délivré le 20 juin 2016 ;

donne récépissé du dépôt de sa déclaration à l'EARL LANDRE représentée par M. LANDRE Denis siégeant 31, Rue du petit carluy à GUARBECQUE (62330) de sa déclaration concernant un prélèvement de 45000 m3/an, au moyen du forage ayant pour coordonnées Lambert : X : 606 712 Y : 2 621 009, implanté sur la commune de BOURECQ, parcelle cadastrée ZA 169.

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L 214-3 du code de l'environnement. Les rubriques concernées de l'article R.214-1 du Code de l'environnement sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêté de prescriptions générales correspondant
1.1.2.0	Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé de 45000 m3/an étant supérieur à 10 000 m3/an mais inférieur à 200 000 m3/an relève du régime déclaratif (D).	<i>Déclaration</i>	11/09/2003

Le déclarant peut débiter son opération dès réception du présent récépissé et devra respecter les prescriptions générales définies dans les arrêtés dont les références sont indiquées dans le tableau ci-dessus et qui sont joints au présent récépissé. Au vu des pièces constitutives du dossier complet, il n'est pas envisagé de faire opposition à cette déclaration.

Copie de la déclaration et du présent récépissé sont adressées à la mairie de la commune de BOURECQ où cette opération doit être réalisée, pour affichage pendant une durée minimale d'un mois et à la CLE du SAGE de la Lys pour information. Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture du Pas-de-Calais durant une période d'au moins six mois.

Cette décision sera alors susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent à compter de la date de son affichage à la mairie de la commune de BOURECQ par le déclarant dans un délai de deux mois et par les tiers dans un délai d'un an prolongé de six mois si la mise en service n'est pas intervenue dans les six mois, dans les conditions définies à l'article R. 514-3-1 du Code de l'Environnement.

Le service en charge de la police de l'eau devra être averti de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé, pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R.216-12 du Code de l'environnement.

En application de l'article R.214-51 du Code de l'Environnement, la mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux, et l'exercice de l'activité objets de votre déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans à compter de la date du présent récépissé à défaut de quoi votre déclaration sera caduque.


En cas de demande de prorogation de délai, dûment justifiée, celle-ci sera adressée au Préfet du Pas-de-Calais au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

En application de l'article R.214-40 du Code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, avant réalisation à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Les agents mentionnés à l'article L 216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration à tout moment, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

ARRAS, le **- 5 AOUT 2016**
Pour la Préfète et par délégation,
Pour Le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer et par
subdélégation
Le Chef du Service Eau et Risques par intérim

Emilie RENARD

Pièces jointes :

- Plan de situation
- Prescriptions générales du 11/09/2003 relatives aux prélèvements

PRÉFÈTE DU PAS-DE-CALAIS

EARL LANDRE

BOURECQ

Plan de situation

*Direction Départementale des Territoires
et de la Mer*

